

## Ont contribué à ce numéro



**Claude ARNAUD** préside Efficacity depuis la création de la société, à la fin 2013.

Il est ingénieur Esigelec (1973), ingénieur-docteur (Université technologique de Compiègne – 1975) et MBA HEC (1992).

D.R

Au cours de sa carrière, il a occupé jusqu'en 2015 différents postes à responsabilité au sein du groupe Veolia, notamment au sein des directions Eau, Services énergétiques et Transport. Il a été, en particulier, directeur de la recherche et directeur régional des régions Méditerranée et Centre Est au sein de Veolia Transport, puis directeur commercial France de Veolia Transdev. Ces quarante années d'exercice lui ont permis d'acquérir une forte expérience et de solides compétences dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des transports.

**Pierre BIVAS** est ingénieur du Corps des mines. Il est co-fondateur de Voltalis.



**Hoang BUI** est coordonnateur de deux stratégies nationales : le développement de l'hydrogène décarboné et la décarbonation de l'industrie. Il est rattaché au Secrétariat général pour l'investissement, sous l'autorité du Premier ministre, depuis février 2021. La stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné a été annoncée par le gouvernement en septembre 2020 ; elle rassemble le ministère de la Transition écologique, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Ainsi, il coordonne les travaux à mettre en œuvre dans le cadre de cette stratégie nationale, en lien avec le Conseil national de l'hydrogène, et en rend compte au comité exécutif du Conseil de l'innovation.

D.R

Il est ingénieur général des Mines. Il a exercé des activités dans les domaines de l'inspection des installations classées, du développement économique et de l'énergie. De 2014 à 2018, il a été chef du bureau Aéronautique, naval, ferroviaire, mécanique et machines de production, à la direction générale des Entreprises (DGE), du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Il a rejoint ensuite la direction générale de l'Énergie et du Climat (DGEC), au ministère de la Transition écologique, comme chef du bureau Ressources énergétiques du sous-sol, où il était en charge, de 2018 à 2021, de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, du stockage souterrain de gaz et de la géothermie. Il a été

En 2010, elle rejoint le département Stratégie du groupe Areva, notamment pour exercer au sein de sa division Renouvelables (éolien, solaire, biomasse, hydrogène). Elle est nommée, à la mi-2011, à la tête de la direction des Ventes éolien en mer France, laquelle a été en charge des premier et second appels d'offres lancés par le gouvernement français. Dans ce cadre, Areva Wind (devenu depuis Siemens-Gamesa) a été sélectionné, avec ses partenaires, pour la réalisation d'un total de 1,5 GW et s'est engagé à la création d'une base industrielle pour la fabrication de nacelles et de pales au Havre.

membre du conseil d'administration de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), des centres techniques des industries de la mécanique, de la fonderie et de la construction métallique. Il a représenté le ministère de l'Économie et des Finances au sein du Conseil pour la recherche aéronautique civile (CORAC) et au Conseil d'orientation pour la recherche et l'innovation de la mer (CORIMER). Il a aussi représenté le ministère de la Transition écologique au conseil d'administration des Mines de potasse d'Alsace.



**Yara CHAKHTOURA** est ingénieure diplômée de l'École centrale Paris et est titulaire d'un master en gestion du changement climatique de l'Université d'Oxford.

D.R

Elle a débuté sa carrière chez LEK Consulting, cabinet de conseil en stratégie, au sein duquel elle a mené des projets pour le compte de grandes entreprises et de fonds

d'investissement, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement.

Fin 2014, elle intègre TechnicAtome (ex-AREVA TA), société spécialisée dans la propulsion nucléaire navale pour la Défense nationale et dans les réacteurs de recherche, notamment pour la production de radio-isotopes médicaux. Elle en devient la directrice du commerce et des coopérations industrielles. Elle est membre du comité exécutif et est l'un des directeurs d'établissement en charge de la sûreté et de la sécurité du personnel sur site et des instances représentatives du personnel.

En avril 2018, elle est nommée directrice générale de Vattenfall Éolien, filiale française des activités Énergies renouvelables du groupe suédois, lequel est présent en France depuis plus de vingt ans, dans la fourniture d'énergie. Vattenfall est notamment candidat aux appels d'offres éolien en mer pour des projets en Normandie, en Bretagne Sud et en Méditerranée.

En avril 2018, elle est nommée directrice générale de Vattenfall Éolien, filiale française des activités Énergies renouvelables du groupe suédois, lequel est présent en France depuis plus de vingt ans, dans la fourniture d'énergie. Vattenfall est notamment candidat aux appels d'offres éolien en mer pour des projets en Normandie, en Bretagne Sud et en Méditerranée.

Elle est également administratrice de l'École navale depuis 2017 et de France Énergie éolienne depuis fin 2018. Elle est également présidente de la commission Offshore.



D.R

**Philippe DARMAYAN** a effectué toute sa carrière dans la métallurgie au sein des groupes Pechiney, Framatome, Aperam et ArcelorMittal. Il a été, notamment, directeur général de FBFC (groupe franco-belge de fabrication de combustible), directeur de la division Aéronautique de Pechiney, directeur général d'Aperam et président d'ArcelorMittal France.

Par ailleurs, il a mené des actions d'intérêt général, notamment en tant que président de l'alliance Industrie du Futur et comme président de l'UIMM.

En octobre 2021, il a été chargé, par la ministre de la Transition écologique et par la ministre déléguée chargée de l'Industrie, d'une mission portant sur les contrats à long terme d'électricité.



D.R

**Antoine DEREUDDRE** est chef économiste à la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Il est diplômé de l'ENSAE et de Sciences Po. Après avoir débuté en cabinet de conseil, il a rejoint la CRE pour réguler les investissements dans le réseau d'électricité. Il y a ensuite occupé la fonction de tarificateur. À ce titre, il a développé plusieurs méthodes innovantes, dont la rémunération du capital d'un opérateur concessionnaire, ainsi que la tarification au coût marginal de développement du réseau. Il contribue actuellement aux réflexions sur la réforme du marché de l'énergie européen.

Il a développé plusieurs méthodes innovantes, dont la rémunération du capital d'un opérateur concessionnaire, ainsi que la tarification au coût marginal de développement du réseau. Il contribue actuellement aux réflexions sur la réforme du marché de l'énergie européen.

**Ivan FAUCHEUX** est ingénieur général des Mines. Il est ancien élève de l'École normale supérieure et est agrégé de mathématiques.

Il est depuis le 5 août 2019 membre du collège de la Commission de régulation de l'énergie.

En 2000, il débute sa carrière à la préfecture de la région Île-de-France en tant que chargé de mission, où il assure notamment le suivi budgétaire du contrat de plan État-Région et le soutien à l'investissement. En 2002, il rejoint le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en tant que chef du bureau de la microélectronique, où il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique des pôles de compétitivité pour le compte du ministère, en lien avec la DATAR.

En 2006, il est nommé sous-directeur des filières des matériels de transport, de l'énergie et des éco-industries à la direction générale de la Compétitivité, de l'In-

dustrie et des Services du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. Il prend en charge l'animation des secteurs industriels et du soutien public apporté à des projets de recherche et de développement, ce qui se concrétisera, notamment, par la mise en place du premier fonds démonstrateur de recherche de l'Ademe, en 2008.

En 2010, il rejoint les services du Premier ministre, au Commissariat général de l'investissement, pour occuper le poste de directeur du programme « Énergie et économie circulaire ». En 2018, il entre au Conseil général de l'économie, où il réalise des missions d'expertise et de conseil en appui aux politiques publiques, portant notamment sur le verdissement des transports ferroviaires ou encore sur les solutions de stockage pour le système électrique national.



D.R

**Dominique FINON** est directeur de recherche émérite au CNRS, médaillé de bronze du CNRS. Il a été le directeur de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (CNRS et Grenoble II) de 1991 à 2002, puis directeur du Laboratoire d'analyse économique des systèmes énergétiques (LARSE), un institut commun CNRS-EDF R&D

et Université Paris Saclay (2006-2012). Il a été chercheur au CIRED (2003-2018) et directeur adjoint du programme « Énergie » du CNRS (2003-2008). Il est actuellement chercheur associé à la chaire « European Electricity Markets » (Paris Dauphine), dont il a été le coordinateur scientifique de 2012 à 2018. Il a été consultant de la Banque mondiale sur la combinaison des politiques climatiques et énergétiques dans les pays en voie de développement (2016-2018). Il a été président de l'Association des économistes de l'énergie et conseiller scientifique du Conseil français de l'énergie.

Il a publié de nombreux articles académiques et des ouvrages codirigés sur les politiques publiques dans le domaine de l'énergie et du climat (innovation, nucléaire, promotion des EnR, efficacité énergétique) et sur l'organisation et la régulation des industries énergétiques libéralisées (électricité, gaz).



D.R

**Rémi GALIN** est diplômé de l'École des mines d'Alès (1981).

Après une première expérience dans une entreprise de travaux routiers, il rejoint le ministère chargé de l'Industrie en 1983, en qualité de Secrétaire du comité de gestion de la taxe parafiscale sur les granulats. En 1987, il est nommé chef de la division d'exploitation du système d'oléoduc militaire franco-américain Donges-Melun-Metz au sein de la direction des Hydrocarbures du ministère chargé de l'Industrie. En 1994, il est nommé à la direction régionale de l'Industrie et de l'Environnement d'Île-de-France

et est en charge du développement économique des petites et moyennes industries en Essonne. En 1996, il est nommé adjoint du chef de la division Sous-sol de la DRIRE Île-de-France et anime le contrôle des exploitations de carrières, d'hydrocarbures, de géothermie profonde et de stockages souterrains de gaz. En 2002, il est nommé chef de l'unité territoriale en Essonne pour diriger le contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Entre 2012 et 2021, il est nommé chef du bureau de la politique des ressources minérales non énergétiques.



D.R

**Yann GUNZBURGER** est diplômé de l'École des mines de Nancy (2001). Après une thèse de doctorat en géomécanique sur les risques naturels (2004), puis un post-doctorat en tectonophysique concernant le projet de stockage souterrain de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne, il rejoint en 2006 l'Institut national polytechnique de Lorraine en tant que maître de conférences.

Il est, depuis 2020, professeur en géosciences appliquées à l'Université de Lorraine (UMR GeoRessources et Mines Nancy). Dans une démarche pluridisciplinaire, il s'intéresse aux impacts géotechniques, environnementaux et socio-économiques des activités d'aménagement et d'exploitation du sol et du sous-sol, et aux liens entre ces activités et leur territoire d'implantation.



D.R

**Chantal JOUANNO** est sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Poitou-Charentes et conseillère auprès du directeur central de la Sécurité publique. Elle a exercé des fonctions très diverses au sein de l'État, avant d'intégrer en 2003 le cabinet du ministre de l'Intérieur. Elle a ensuite, entre mai 2007 et

février 2008, occupé le poste de conseillère pour le développement durable à l'Élysée, chargée notamment de suivre le Grenelle de l'environnement.

Nommée présidente de l'Ademe en février 2008, elle est devenue secrétaire d'État à l'Écologie en mai 2009, puis ministre des Sports en 2010. Elle est élue sénatrice de Paris en 2011 et a occupé à partir de 2015 la fonction de vice-présidente en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la région Île-de-France. Le 22 mars 2018, elle a été nommée présidente de la Commission nationale du débat public sur proposition de Nicolas Hulot.

Sur le plan sportif, Chantal Jouanno a été membre de l'équipe de France de karaté et compte 25 titres nationaux.

**Sébastien JUMEL** a eu différentes expériences professionnelles dans le conseil, avant d'intégrer EDF



D.R

afin d'y créer un incubateur de *start-ups*, puis une entité de *corporate venture*. Il a ensuite exercé différentes responsabilités au sein du groupe EDF, que ce soit dans des fonctions commerciales au sein de la direction de la région Île-de-France, dans des fonctions d'appui à la direction générale du groupe, puis en tant que directeur marketing du marché des particuliers et professionnels. Il a ensuite rejoint, en tant que directeur général, EDELIA, une filiale d'EDF qui travaille sur les services digitaux et les objets connectés. En 2018, il est nommé Deputy Senior Vice President d'Europe Business Solutions à la direction internationale d'EDF. En 2020, il rejoint le COMEX d'Enedis pour y créer la direction Développement, innovation et numérique. Il est par ailleurs intervenant à l'Université Panthéon-Assas, à l'Université Paris Dauphine et à Sciences Po Executive Education.



D.R

**Stéphane LA BRANCHE** est climatologue de la société et coordinateur scientifique du GIECO/IPBC. Ses recherches en sciences sociales du climat et de l'énergie lui ont valu d'être "expert reviewer" dans le cadre de l'élaboration des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> rapports du GIEC. Il explore les freins, mais aussi les moteurs (habitudes, représentations sociales, contraintes quotidiennes, fonctionnement institutionnel...) des changements dans les pratiques et le fonctionnement des institutions (entreprises, associations et pouvoirs publics) en matière de climat, d'énergie et de qualité de l'air, afin de proposer des réponses adaptées et efficaces. Les résultats opérationnels de ses recherches ont été intégrés à des scénarios de prospective à horizon 2050, à des politiques environnementales (adaptation, mobilité, énergie, urbanisme, campagnes d'information et d'accompagnement dans le changement des comportements), à des projets menés par des opérateurs privés (énergéticiens et techniciens), publics (ministères et collectivités territoriales) et associatifs (EIEs, ALEC...) portant sur la qualité de l'air (mobilité, ZAPA, nouvelles technologies, chauffage au bois...) et le stockage d'énergie.



D.R

**Alain LIGER** est ancien élève de Mines ParisTech (1973). Il a occupé des fonctions opérationnelles et de responsabilité stratégique en matière d'exploration-développement dans l'industrie minière, tout d'abord dans le groupe minier français BRGM pendant dix-sept ans, puis dans le groupe minier et métallurgique britannique Billiton plc (devenu aujourd'hui BHP Billiton) pendant quatre ans. Il y a assuré la négociation de nouvelles zones

d'exploration et l'encadrement de projets en France et dans de nombreux autres pays. De 2002 à 2013, il a représenté, en sa qualité de directeur régional, le ministère chargé de l'Industrie en Alsace, puis le ministère chargé du Développement durable en Lorraine. De 2013 à 2016, il a été membre du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies à Bercy ; il y a été en charge notamment des fonctions de Secrétaire général du COMES – Comité pour les métaux stratégiques – et de président du comité de pilotage de l'initiative « Mine responsable ». Il est, depuis 2016, administrateur de La Française de l'énergie, un producteur de gaz.



D.R

**Hélène MACELA-GOUIN** est, depuis novembre 2022, vice-présidente des activités Secure Power et est membre du comité de direction de Schneider Electric France. Ces activités regroupent les solutions assurant la sécurité d'approvisionnement énergétique et de gestion de l'énergie des infrastructures numériques. Elle a rejoint Schneider Electric en avril 2018, en tant que vice-présidente de la stratégie de Schneider Electric France.

Elle a débuté sa carrière dans l'industrie des télécommunications, chez Orange et Alcatel-Lucent, puis a rejoint le secteur de l'énergie en 2013, exerçant chez Total Énergies renouvelables, avant de travailler chez Schneider Electric. Durant sa carrière, elle a occupé différents postes de direction en matière commerciale, de stratégie, de finance et de marketing.

Elle est diplômée de Télécom Paris (1997) et est titulaire d'un master 2 en mathématiques.



D.R

**Pierre MALLET** est directeur R&D d'Enedis. Après un début de carrière consacré aux études des réseaux de transport et de distribution d'électricité à EDF R&D, il a rejoint la Commission européenne, où il a contribué à la préparation de l'ouverture des marchés dans le secteur électrique. Il a ensuite dirigé des unités opérationnelles

pour EDF et Gaz de France. Il est par ailleurs président de CIREN (Conférence internationale des réseaux électriques de distribution). Il est ingénieur, diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines de Paris.

**Davide ORIFICI** est directeur des affaires publiques et réglementaires et de la communication d'EPEX SPOT, la bourse européenne de l'électricité. Celle-ci gère les marchés spot de l'électricité en Europe centrale et occidentale, au Royaume-Uni, au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède. Basée à Paris, EPEX SPOT fait partie du groupe EEX, qui opère des places de marché où s'échangent des produits énergétiques et



D.R

des matières premières du monde entier.

Il est chargé des relations avec les gouvernements et représente sa société auprès des autorités publiques et réglementaires correspondantes, mais aussi de l'Union européenne et des associations professionnelles du secteur de l'énergie. Il est également

le porte-parole de la bourse.

Il justifie de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans les affaires publiques et la communication. Il a débuté au service diplomatique de la Suisse (1997-2002), puis a occupé le poste de chef de la politique au Centre international de déminage humanitaire de Genève (2002-2008). Il a ensuite rejoint Human Solutions Consulting en 2008 en tant que consultant associé, puis a exercé en tant que gestionnaire de projets technologiques propres à l'Office de promotion des industries et des technologies (2009-2010). À partir de 2010, il a travaillé pour le gestionnaire de réseau de transport Swissgrid en tant que Senior Manager Public Affairs & Community Relations, avant de rejoindre EPEX SPOT en 2014, en tant que responsable du bureau Suisse. Il a été nommé directeur des affaires publiques et réglementaires et de la communication d'EPEX SPOT en septembre 2020.

Il est diplômé de la Haute école d'économie et de gestion de Genève (EMBA), de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (master en relations internationales et sciences politiques) et de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (certificat en transition énergétique).



D.R

**Ilarion PAVEL** est ingénieur en chef des mines et est Docteur en physique. Il travaille au Conseil général de l'économie et au laboratoire de physique de l'École normale supérieure, dans le domaine de la physique des particules élémentaires et des interactions fondamentales.

Il a été ingénieur de recherche chez Thomson-CSF et a effectué un séjour post-doctoral à Caltech. Il a travaillé pendant trois ans à la délégation régionale de la Recherche et de l'Innovation d'Île-de-France, dans le domaine de l'innovation et du transfert de technologies. Puis, il a été durant cinq ans en charge du Réseau national de recherche en télécommunications, au ministère chargé de la Recherche. Par la suite, au sein de ce même ministère, il a été conseiller scientifique en nanotechnologies.

**Aurélien REYS** est titulaire d'un Doctorat en géographie économique et d'un master en cartographie-statistiques. Post-doctorant au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et à l'UMR 7359 GeoRessources (Université de Lorraine), ses travaux



D.R

actuels portent sur les matières premières critiques et les stratégies industrielles des entreprises minières. Il a précédemment mené des recherches sur la filière brésilienne des pierres précieuses et sur les impacts socio-économiques des investissements agricoles à grande échelle en Afrique subsaharienne.



IDDRI

**Andreas RÜDINGER** est coordinateur des activités relatives à la transition énergétique en France, à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Il a rejoint cet institut en 2011, en tant que chercheur dans le cadre du programme « Énergie-Climat ». Son expertise couvre les stratégies et outils politiques de la

transition énergétique aux échelles locale, nationale et européenne.

Ses travaux récents portent sur la gouvernance des politiques climatiques en France, les enjeux de la transition pour les systèmes électriques français et européen, ainsi que sur les enjeux de la gestion de la crise des prix des énergies en lien avec la transition bas-carbone. Depuis 2020, il coordonne également une plateforme d'experts sur la rénovation énergétique en France, en partenariat avec l'Ademe. Titulaire d'un double master en sciences politiques et relations internationales de Sciences Po Bordeaux et de l'Université de Stuttgart, il est chargé d'enseignement à Sciences Po Paris (PSIA) et à SupAéro Toulouse.



D.R

**Édouard SAUVAGE** est directeur général adjoint d'ENGIE. Il est en charge des activités Infrastructures dans le monde (transport, distribution et stockage de gaz, transport d'électricité).

Il a commencé sa carrière au sein des services de l'État, en région, puis à la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire

et à l'attractivité régionale (DATAR), avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre en tant que conseiller technique en charge de la ville, de l'aménagement du territoire et des collectivités locales.

Il a rejoint EDF-GDF Services en 1997, où il a occupé des responsabilités managériales, avant d'être nommé, en 2002, responsable de la stratégie et des affaires européennes de Gaz de France, puis directeur adjoint de la direction internationale. Il a ensuite été directeur des approvisionnements gaz du groupe de 2005 à 2012. Dans ses fonctions de directeur de la stratégie d'ENGIE de 2013 à 2015, il a contribué au virage stratégique pris par le groupe, celui de se tourner vers les énergies renouvelables et la transition énergétique.

Directeur général de GRDF depuis 2016, il a mené à bien le déploiement des compteurs communicants, introduit une dynamique positive en direction des clients et accéléré le nombre des projets de méthanisation raccordés au réseau, inscrivant ainsi l'entreprise dans une grande ambition, celle d'acheminer un gaz 100 % renouvelable en 2050. Édouard Sauvage est diplômé de l'École polytechnique, de l'École nationale des Ponts et Chaussées et du Collège des ingénieurs.



D.R

**Boris SOLIER** est maître de conférences à l'Université de Montpellier (ART-Dev) et est responsable du master « Économie de l'énergie ». Il est également conseiller scientifique de la chaire « European Electricity Markets » de l'Université Paris-Dauphine.



D.R

**Françoise THIEBAULT** est une militante associative engagée depuis 1975 dans le mouvement parents d'élèves (FCPE), puis, à partir de 1988, elle poursuit son action au Conseil national des associations familiales laïques (CNAFAL). Elle a d'abord été Secrétaire générale de la structure parisienne du CNAFAL, puis a rejoint le conseil d'administration

national, où elle est en charge du dossier « Services publics » depuis 2004. Elle siège au titre des consommateurs au CSEG, ainsi qu'au CSE (Conseil supérieur de l'énergie) depuis 1999. Elle est aujourd'hui coordinatrice du secteur Énergie du CNAFAL.

Depuis 1995, elle représente le CNAFAL au Conseil national de la consommation.

Elle siège depuis 2006 au conseil d'administration de Consuel, où elle représente l'Association des maires de France.

De 2004 à 2010, elle a été membre du conseil d'administration de l'Institut national de la consommation.

À la Commission de régulation de l'énergie, elle a coanimé successivement deux groupes de travail : celui relatif aux relations clients/fournisseurs et celui consacré à la maîtrise de la demande d'énergie. Puis, elle a participé au comité de pilotage Linky, à partir de 2011, et au groupe de concertation Gazpar, en 2013.

En 2013, elle entre au conseil d'administration de GRDF, où elle fait valoir la sensibilité des consommateurs.

En 2017, elle est nommée vice-présidente du comité de gestion des charges de service public de l'électricité et devient membre du comité de prospective de la CRE.

En 2021, elle représente les consommateurs au sein du comité de suivi de l'opération de conversion du réseau de gaz B.

Elle a également été conseillère d'arrondissement à Paris en 1995, puis adjointe au maire du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 2001 à 2008, en charge de la vie associative. Elle a siégé au conseil d'administration de Paris Habitat de 2008 à 2021 au titre de l'UDAF de Paris, dont elle est administratrice depuis 1993.

**Thomas VEYRENC** est directeur exécutif au sein de RTE (Réseau de transport d'électricité), en charge des sujets de stratégie, de prospective et d'évaluation.

Spécialiste de l'économie du système électrique et de la régulation du marché de l'électricité, il est responsable de la réalisation des études prospectives de RTE sur l'avenir du système électrique, dont les scénarios qui irriguent les décisions des pouvoirs publics. Il est également responsable de la concertation menée avec

les parties prenantes (ONG, industriels, académiques, syndicats), ainsi que des relations avec les administrations et les autorités de régulation. À ce titre, il a notamment supervisé la réalisation du rapport « Futurs énergétiques 2050 ».

Il était auparavant conseiller du président du directoire de RTE et a travaillé au sein de la Commission européenne. Il donne des cours relatifs à la libéralisation du secteur électrique et aux politiques françaises et européennes en matière de transition bas-carbone à Sciences Po, à Centrale Supélec et au Collège d'Europe de Bruges. Il est membre du comité de pilotage de la chaire « European Electricity Markets » de l'Université Paris Dauphine et de l'Association des économistes de l'énergie.